

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le gouvernement, par l'intermédiaire du Ministre Benoist APPARU vient d'annoncer le détournement de fond de 3,25 milliards d'euros du 1% logement pour financer l'ANRU et l'ANAH sur la période 2012-2014.

Je tiens à dénoncer ce nouveau racket inacceptable qui hypothèque sérieusement la réalisation de 70 000 logements sociaux pour les salariés et à réaffirmer l'exigence d'une politique nationale du logement dotée des moyens nécessaires pour être au niveau des besoins.

Je rappelle à cet effet qu'avec mon groupe à l'Assemblée Nationale, j'ai déposé une proposition de loi (n° 3273) articulée autour de six axes qui permet de répondre avec audace à la crise actuelle du logement.

Pierre GOSNAT
Député du Val-de-Marne :

Ivry-sur-Seine, le 2 août 2011